

COMMISSION DE LA SANTÉ
PUBLIQUE, DE
L'ENVIRONNEMENT ET DU
RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

COMMISSIE VOOR DE
VOLKSGEZONDHEID, HET
LEEFMILIEU EN DE
MAATSCHAPPELIJKE
HERNIEUWING

du

van

MARDI 03 MAI 2011

DINSDAG 03 MEI 2011

Après-midi

Namiddag

Le développement des questions commence à 14 h 13. La réunion est présidée par Mme Reinilde Van Moer.

01 Question de Mme Annick Van Den Ende à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les règles d'hygiène concernant les produits de boulangerie dans les grandes surfaces" (n° 3948)

01.01 Annick Van Den Ende (cdH): Certaines grandes surfaces proposent des produits de boulangerie, parfois même en libre service.

Cependant, certains clients en profitent pour palper les pains pour se faire une idée de leur fraîcheur.

Même si les magasins mettent des pinces à disposition, les règles d'hygiène ne sont pas toujours respectées.

L'AFSCA a-t-elle déjà réalisé des analyses de l'hygiène dans ces rayons? Quels en sont les résultats? Quelles sont les règles imposées aux grandes surfaces qui vendent des produits de boulangerie? Ne sont-elles pas un peu laxistes en comparaison de celles qui sont imposées aux boulangeries traditionnelles?

01.02 Sabine Laruelle, ministre (*en français*): 714 contrôles de rayons boulangerie en libre service ont eu lieu en 2010. Ces contrôles portaient sur la vente de pains non coupés et de produits de fine boulangerie sous emballage, ainsi que sur la présence de la mention indiquant au consommateur comment se servir. Dans 64 % des cas, le rayon était tenu de manière correcte.

Les dispositions légales en matière d'hygiène dans les grandes surfaces sont reprises dans le règlement européen 852/2004 du 29 avril 2004 et dans l'arrêté royal du 22 décembre 2005.

Les exigences spécifiques pour la boulangerie en libre service sont les suivantes. Le pain non coupé n'est pas emballé. La boulangerie fine non emballée doit être présentée dans des meubles protégés par des vitres à clapets, équipés si nécessaire de pinces. Un avis indiquant la manière de se servir doit figurer sur ces vitres. Un responsable doit veiller au respect de ces prescriptions et le personnel doit être sensibilisé aux bonnes pratiques et doit surveiller les clients.

Ces exigences sont reprises dans le guide pour l'instauration d'un système d'autocontrôle dans le commerce de détail en alimentation rédigé par le secteur et validé par l'AFSCA. Les mêmes exigences s'appliquent aux grandes surfaces et aux autres.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la résistance aux antibiotiques" (n° 4155)

02.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): La résistance aux antibiotiques devient, selon l'OMS, plus aiguë et plus dangereuse. Des médicaments de qualité inférieure, de mauvaises prescriptions et une lutte insuffisante contre l'infection favoriseraient l'apparition et la propagation de la pharmacorésistance. L'OMS critique l'absence d'engagement des pouvoirs publics, le manque de surveillance et la réduction de l'arsenal d'outils de diagnostic, de traitement et de prévention.

Selon de nombreuses études, de faibles doses d'antibiotiques dans la nourriture animale augmentent le nombre de microbes résistant aux médicaments chez l'homme et l'animal. Depuis 1995, le Danemark met en application des règles plus strictes en matière d'usage d'antibiotiques dans l'élevage. Selon l'industrie danoise, des cages et enclos propres et plus larges ont fait augmenter la productivité sans avoir recours aux antibiotiques.

Où en est la législation belge sur les antibiotiques donnés aux animaux d'élevages intensifs? Ne devrait-on pas suivre l'exemple du Danemark? Quelle est la situation pour le gibier d'élevage?

02.02 Sabine Laruelle, ministre (*en français*): Depuis le 1^{er} janvier 2006, le règlement européen 1831/2003 relatif aux additifs destinés à l'alimentation des animaux interdit l'utilisation des antibiotiques en tant que facteur de croissance chez les animaux de rente.

L'autorisation de mise sur le marché des antibiotiques, qui doit tenir compte des critères d'innocuité, de qualité et d'efficacité, ainsi que le contrôle de leur qualité relèvent de l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé (AFMPS). La surveillance du circuit de distribution des antibiotiques relève de l'AFMPS et de l'AFSCA (contrôles en fermes). La traçabilité en la matière est imposée et contrôlée.

Tous les antibiotiques qui peuvent être utilisés chez les animaux en Belgique sont soumis à une prescription vétérinaire, que ce soit pour l'élevage que vous qualifiez d'"intensif", le gibier d'élevage ou autres.

Certains parlementaires, dont vous, m'interpellent sur le fait que l'AFSCA est parfois trop répressive. Entre trop et trop peu de contrôles, il faut rechercher le juste équilibre!

Des prélèvements en vue de rechercher les résidus d'antibiotiques sont réalisés dans les abattoirs et sur le lait. La Belgique est à la pointe en ce domaine.

L'incorporation d'antibiotiques ou d'autres médicaments sous forme de prémélanges médicamenteux ne peut être faite que par des fabricants disposant d'une autorisation spécifique. L'ordonnance du vétérinaire et la traçabilité sont exigées.

Une harmonisation européenne des règles en matière de production, de distribution et d'utilisation des aliments médicamenteux est envisagée pour 2012.

Les bonnes pratiques d'élevage contribuent à limiter le recours aux antibiotiques chez les animaux, ce qui doit être encouragé, comme c'est le cas en Belgique.

La résistance aux antibiotiques fait clairement partie des préoccupations du monde agricole. Une concertation quasi permanente existe entre le monde agricole et les pouvoirs publics pour voir comment prendre mieux en compte ce problème multifactoriel.

02.03 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): En réalité, des antibiotiques sont encore utilisés de façon préventive, même si c'est à faible dose.

02.04 Sabine Laruelle, ministre (*en français*): L'utilisation d'antibiotiques comme facteur de croissance est interdite depuis 2006. Les vétérinaires suivent une formation pendant six ans. Ils doivent être agréés. Seriez-vous mieux placée qu'eux pour recommander les doses?

02.05 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Les médecins prescrivent aussi trop d'antibiotiques!

L'incident est clos.

03 Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'interdiction de vente de purin d'orties en Belgique" (n° 4156)

03.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Le purin d'orties, produit naturel, reste interdit de commercialisation en Belgique. En Allemagne, il y a une catégorie: "préparations naturelles peu préoccupantes" ou "substances à faible risque", dénomination provenant de l'Union européenne, qui permet d'accéder au marché.

Que pensez-vous de cette notion de "produit naturel peu préoccupant"? Comptez-vous autoriser la vente du purin d'orties en Belgique?

03.02 Sabine Laruelle, ministre (*en français*): Selon l'arrêté royal du 28 février 1994, le purin d'ortie est un produit phytopharmaceutique car il permet de protéger les végétaux contre les organismes nuisibles. Il doit donc être soumis à la procédure d'agrément comme tous les pesticides à usage agricole.

Cette définition de produit phytopharmaceutique provient de la directive 91/414. Le règlement 1104/2009, qui abrogera cette directive à partir du 14 juin 2011, ne modifiera pas ce cadre global européen. L'Allemagne est aujourd'hui occupée à réviser sa législation en la matière.

Le SPF Santé publique a débuté en mai 2009 un projet Biopesticides dont l'objectif est d'améliorer la disponibilité en produits phytopharmaceutiques destinés à l'agriculture biologique tout en se conformant au contexte législatif européen. Une prise en charge distincte est accordée aux dossiers d'agrément des pesticides naturels.

Certaines études ont prouvé que le purin d'ortie pouvait être toxique dans la mesure où l'ortie accumule beaucoup de métaux lourds! C'est pourquoi je ne compte pas déroger aux règles d'agrément, valables pour tous les produits.

03.03 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): J'aimerais que certains biopesticides soient promus. Je trouvais donc l'exemple allemand intéressant.

03.04 Sabine Laruelle, ministre (*en français*): L'agrément subsiste. Nous essayons de faciliter les procédures

03.05 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Il faudrait prévoir des procédures allégées.

L'incident est clos.

04 Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la dépendance de l'UE en protéines végétales destinées à l'alimentation animale" (n° 4157)

04.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Au sein de l'UE, 70 % de la consommation actuelle de légumineuses et autres graines de soja destinées à nourrir les animaux sont importés, principalement du Brésil, de l'Argentine et des États-Unis.

Pourtant, dans certains États membres, d'importantes surfaces agricoles restent non cultivées.

Le déficit significatif en protéagineux remonte à des accords antérieurement conclus en matière de commerce international, auxquels sont venus s'ajouter les progrès significatifs accomplis sur le plan de l'efficacité de la production dans les pays tiers.

Une résolution votée au Parlement européen demande le développement d'un "plan protéines" afin de réintroduire massivement la culture des protéines végétales en Europe.

La Belgique a-t-elle soutenu le développement des protéagineux en Europe? Y a-t-il remise en cause des accords de Blair House? Jusqu'à quand sont-ils valides? Pourrait-on les renégocier?

04.02 Sabine Laruelle, ministre (*en français*): Comme vous, à titre personnel, je crois qu'il faut être plus ambitieux en matière de production de protéines. Mais on ne pourra pas séparer cette question de celle des OGM, qui constituent 80 % des protéagineux produits dans le monde.

En raison de l'interdiction des protéines animales en Europe, on risque de ne pas produire assez de protéines, et celles qu'on importera seront extraites d'OGM. C'est un vrai problème.

La Belgique a toujours soutenu la production de protéagineux en Europe. Aujourd'hui, une aide couplée de 55,57 euros par hectare en faveur de certaines cultures protéagineuses est prévue dans le cadre du régime des aides directes. Par ailleurs il est permis aux États membres d'octroyer des soutiens spécifiques de type couplé en prélevant des montants de l'enveloppe nationale dédiée aux paiements directs. Il n'y a rien de ce genre ni en Région wallonne ni en Région flamande.

La question sera à nouveau mise sur la table dans le cadre de la PAC, à l'horizon 2020... La Belgique y sera évidemment très attentive.

Les accords de Blair House ne visaient pas les protéagineux mais bien les graines oléagineuses, dont certaines, comme le soja, appartiennent aux deux catégories.

À ce sujet, la Commission est d'avis que, le soutien européen aux producteurs d'oléagineux ayant subi une modification considérable, la limitation de superficie imposée par les accords de Blair House n'est plus pertinente. Je partage cet avis.

Les partenaires américains restent très sensibles à cette problématique et nous devons être extrêmement prudents.

04.03 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): N'y a-t-il pas des barrières tarifaires?

04.04 Sabine Laruelle, ministre (*en français*): Le problème, c'est la rentabilité.

04.05 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Je ne partage pas votre avis selon lequel il faudrait accepter les OGM pour cultiver des protéagineux.

04.06 Sabine Laruelle, ministre (*en français*): J'ai dit qu'on n'en produisait pas assez et que, par conséquent, il fallait s'approvisionner sur le marché mondial. Or 80 % de ces produits sont des OGM. Je n'ai pas affirmé qu'il fallait produire des OGM chez nous. Cela dit, quand l'analyse scientifique les avalise, je suis pour.

04.07 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Nous mangeons des animaux nourris aux OGM.

L'incident est clos.

05 Question de M. Christian Brotcorne à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les équidés en situation précaire" (n° 4259)

05.01 Christian Brotcorne (cdH): Dans le village d'Ogy, plus d'une centaine de chevaux sont laissés à l'abandon et souffrent de mauvais traitements. La télévision informait qu'il n'appartenait pas au parquet ou au bourgmestre d'intervenir, mais bien à l'AFSCA, parce que nous étions en présence d'un éleveur professionnel.

Quand l'AFSCA a-t-elle été prévenue? Quelles sont ses habitudes d'intervention dans de telles situations? Dispose-t-elle de moyens coercitifs à l'égard de cet éleveur, par ailleurs récidiviste? Une saisie immédiate des chevaux peut-elle être pratiquée?

05.02 Sabine Laruelle, ministre (*en français*): Depuis 2006, l'AFSCA a contrôlé l'exploitation à 22 reprises. Dès 2007, un procès-verbal a été dressé. Le parquet de Tournai s'est saisi du dossier et deux procès-verbaux supplémentaires ont été rédigés en 2009 et en 2011. Deux avertissements ont été rédigés en 2008

par l'AFSCA.

Le 22 février 2011, l'AFSCA est à nouveau intervenue. Un contrôle a été effectué par les vétérinaires du SPF et de l'AFSCA. Ils ont examiné l'état des chevaux et n'ont pas estimé devoir procéder à une saisie. Le 20 avril, un second contrôle a été effectué et la décision de ne pas saisir les animaux a été prise dans la mesure où de la nourriture était mise à disposition des animaux et que ces animaux étaient régulièrement soignés par un vétérinaire, contrairement à ce qui était mentionné dans la presse.

L'Agence n'a pas constaté ce 20 avril la présence de cadavres de chevaux ou d'animaux incapables de se lever ou de se déplacer. Toutefois, trois cadavres de chevaux ont été enlevés par Rendac en 2011. L'AFSCA a ordonné, le 21 février 2011, l'euthanasie de deux moutons ainsi que l'enlèvement d'un cadavre d'un mouton nouveau-né.

Un contrôle individuel des 109 chevaux a été effectué le 20 avril 2011: 40 étaient dans un état satisfaisant, 41 étaient maigres, 15 étaient très maigres, dont 3 dans un état particulièrement inquiétant.

Ces 3 chevaux ont été placés temporairement chez un vétérinaire pour y être soignés.

Le vétérinaire s'est engagé à calculer et à appliquer une ration alimentaire adaptée et à suivre les animaux. Le détenteur s'est montré collaborant et s'est engagé à améliorer la situation.

Toutes les plaintes en matière de bien-être animal sont traitées de la même manière, indépendamment de la valeur économique des animaux.

L'AFSCA est uniquement habilitée à effectuer une saisie conservatoire et à dresser des procès-verbaux.

Une saisie immédiate des animaux les plus critiques est de la compétence du SPF. La saisie n'a pas été envisagée du fait de la présence de nourriture en quantité. Nous avons exigé une amélioration de la qualité de la nourriture avec fourniture de factures ainsi que la visite régulière du vétérinaire.

L'abattage ou l'euthanasie de certains animaux ne sont pas envisagés en ce moment.

Il est également à noter que les chevaux seraient arrivés en mauvais état et que 45 d'entre eux n'étaient pas identifiés.

J'en appelle à plus de rationalité quand on discute d'un dossier comme celui-ci.

Je fais entièrement confiance aux professionnels et aux vétérinaires du SPF Santé publique ou de l'AFSCA.

05.03 Christian Brotcorne (cdH): J'interpellerai le ministre de la Justice pour savoir quel sort a été réservé aux premiers procès-verbaux et la raison pour laquelle des poursuites n'ont pas été entamées.

L'incident est clos.

Le **président**: La question n° 4346 de Mme Fernandez Fernandez est reportée.

Le développement des questions se termine à 14 h 57.

De behandeling van de vragen vangt aan om 14.13 uur. De vergadering wordt voorgezeten door mevrouw Reinilde Van Moer.

01 Vraag van mevrouw Annick Van Den Ende aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "de hygiëneregels met betrekking tot bakkerijproducten in supermarkten" (nr. 3948)

01.01 Annick Van Den Ende (cdH): In sommige supermarkten worden bakkerijproducten verkocht, soms ook in de zelfbediening.

Sommige klanten betasten de producten om te zien of ze wel vers zijn.

Hoewel de winkels in grijptangen voorzien, worden de hygiënevoorschriften niet altijd in acht genomen.

Heeft het FAVV al hygiëne-inspecties uitgevoerd in deze afdelingen? Met welke resultaten? Welke voorschriften moeten supermarkten die bakkerijproducten verkopen, naleven? Zijn die voorschriften niet wat soepel in vergelijking met de regels waaraan de traditionele bakkerijen zich moeten houden?

01.02 Minister **Sabine Laruelle** (*Frans*): In 2010 werden er 714 controles uitgevoerd in bakkerijafdelingen van supermarkten waar met een zelfbedieningssysteem wordt gewerkt. Die controles hadden betrekking op de verkoop van ongesneden brood en voorverpakte banketbakkerijproducten. Er werd tevens nagegaan of er instructies over de zelfbediening vermeld stonden voor de consument. In 64 procent van de gevallen werd de afdeling op een correcte manier gerund.

De wettelijke bepalingen inzake levensmiddelenhygiëne in supermarkten zijn vervat in de Europese verordening nr. 852/2004 van 29 april 2004 en het koninklijk besluit van 22 december 2005.

Voor bakkerijen met zelfbediening gelden de volgende specifieke vereisten. Ongesneden brood is niet verpakt. Onverpakte banketbakkerijproducten moeten te koop worden gesteld in afgeschermd verkoopmeubelen met klapvensters, die waar nodig met tangen zijn uitgerust. Op die klapvensters moet een bericht zijn aangebracht dat aangeeft hoe men zich moet bedienen. Een verantwoordelijke moet erop toezien dat die voorschriften worden nageleefd en het personeel moet bewust worden gemaakt van de good practices en moet toezicht houden op de klanten.

Die vereisten zijn tevens opgenomen in de gids voor de invoering van een autocontrolesysteem voor de detailhandel in algemene voedingswaren, die door de sector opgesteld en door het FAVV bekrachtigd werd. Die eisen gelden zowel voor supermarkten als voor andere handelszaken.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van mevrouw **Thérèse Snoy et d'Oppuers** aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "antibioticaresistentie" (nr. 4155)

02.01 **Thérèse Snoy et d'Oppuers** (*Ecolo-Groen!*): Volgens de WHO neemt de antibioticaresistentie steeds acutere en gevaarlijkere vormen aan. Geneesmiddelen van slechte kwaliteit, foute voorschriften en een ontoereikende bestrijding van infecties zouden het ontstaan en de verspreiding van farmacoresistentie in de hand werken. De WHO heeft kritiek op de laksheid van de overheid, het gebrek aan toezicht en de inkrimping van de diagnose-, behandelings- en preventiemiddelen.

Volgens vele studies verhogen lage dosissen antibiotica in diervoeding het aantal farmacoresistente bacteriën bij mens en dier. Sinds 1995 past Denemarken strengere regels toe met betrekking tot het gebruik van antibiotica in de veehouderij. Volgens de Deense industrie is de productiviteit er toegenomen dankzij het gebruik van schone en ruimere kooien en hokken, zonder dat men er zijn toevlucht hoeft te nemen tot antibiotica.

Wat zegt de Belgische wetgeving over het gebruik van antibiotica in intensieve veehouderij? Zouden we het voorbeeld van Denemarken niet moeten volgen? Hoe staat het met gekweekt wild?

02.02 Minister **Sabine Laruelle** (*Frans*): Overeenkomstig de Europese verordening (EG) nr. 1831/2003 betreffende toevoegingsmiddelen voor diervoeding is het gebruik van antibiotica als groeibevorderaar bij nutsdieren sinds 1 januari 2006 verboden.

Het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten (FAGG) is bevoegd voor de vergunning voor het in de handel brengen van de antibiotica – die moet voldoen aan de criteria betreffende de onschadelijkheid, de kwaliteit en de werkzaamheid – alsmede voor de controle op de kwaliteit van de antibiotica. Het FAGG en het FAVV zijn bevoegd voor het toezicht op het distributiecircuit voor de antibiotica (controles op boerderijen). De traceerbaarheid ter zake is verplicht en wordt gecontroleerd.

Voor alle antibiotica die gebruikt mogen worden voor dieren in België moet de dierenarts een voorschrift afgeven, of het nu om de door u als 'intensief' bestempelde veehouderij, gekweekt wild of andere dieren gaat.

Sommige parlementsleden, waaronder uzelf, wijzen mij erop dat het FAVV soms te repressief te werk gaat. Te veel controles, te weinig controles, we moeten het juiste evenwicht vinden!

Er worden stalen genomen in de slachthuizen en van de melk om antibioticaresiduen op te sporen. België staat op dat vlak aan de spits.

Het vermengen met antibiotica of met andere geneesmiddelen onder de vorm van gemedicineerde voormengsels is enkel toegelaten door producenten die daartoe over een specifieke vergunning beschikken. Er is een voorschrift van de dierenarts noodzakelijk en de traceerbaarheid moet worden verzekerd.

De Europese harmonisatie van de regels op het vlak van productie, verdeling en gebruik van gemedicineerde diervoeders is gepland voor 2012.

Dankzij goede kweekmethoden kan het gebruik van antibiotica worden beperkt en deze moeten dan ook worden aangemoedigd, zoals in België het geval is.

De antibioticaresistentie baart de landbouwmilieus zorgen. Er bestaat vrijwel permanent overleg tussen de landbouwers en de overheid om te zoeken naar de beste aanpak van dit multifactoriële probleem.

02.03 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): In werkelijkheid worden antibiotica nog steeds preventief gebruikt, zij het in lage dosissen.

02.04 Minister Sabine Laruelle (*Frans*): Het gebruik van antibiotica als groeibevorderaar is sinds 2006 verboden. Dierenartsen volgen een zesjarige opleiding. Ze moeten worden erkend. Is u beter geplaatst dan zij om de doses aan te bevelen?

02.05 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): De artsen schrijven ook te veel antibiotica voor!

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "het verbod op de verkoop van brandnetelgier in België" (nr. 4156)

03.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): De verkoop van brandnetelgier, een natuurproduct, is in België nog steeds verboden. In Duitsland bestaat er een categorie 'ongevaarlijke natuurlijke preparaten' of 'stoffen met een laag risico', een benaming die afkomstig is van de Europese Unie en die toelaat om producten in de handel te brengen.

Wat denkt u van dat begrip 'ongevaarlijk natuurproduct'? Zal u de verkoop van brandnetelgier in België toestaan?

03.02 Minister Sabine Laruelle (*Frans*): Volgens het koninklijk besluit van 28 februari 1994 is brandnetelgier een gewasbeschermingsmiddel, omdat planten daarmee beschermd kunnen worden tegen schadelijke organismen. Er moet daarom een erkenning voor worden aangevraagd, net als voor de bestrijdingsmiddelen voor landbouwkundig gebruik.

De definitie van gewasbeschermingsmiddel is afkomstig uit richtlijn 91/414/EEG. Deze richtlijn zal per 14 juni 2011 opgeheven worden door verordening (EG) nr. 1104/2009, die dat algemene Europese kader evenwel niet zal wijzigen. Duitsland buigt zich momenteel over de herziening van zijn wetgeving ter zake.

De FOD Volksgezondheid startte in mei 2009 een project inzake biopesticiden op om het aanbod van natuurlijke gewasbeschermingsmiddelen voor gebruik in de biologische landbouw te verbeteren, met inachtneming van de Europese regelgeving. De dossiers betreffende de erkenning van natuurlijke bestrijdingsmiddelen worden afzonderlijk behandeld.

Sommige studies hebben aangetoond dat brandnetelgier giftig kan zijn, aangezien brandnetels veel zware metalen opnemen! Ik wil daarom niet afwijken van de erkenningsregels, die voor alle middelen gelden.

03.03 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Ik zou willen dat het gebruik van bepaalde biopesticiden wordt aangemoedigd. Ik vond het Duitse voorbeeld dan ook interessant.

03.04 Minister Sabine Laruelle (Frans): Er moet natuurlijk wel een erkenning verleend worden. Wij trachten de procedures vlotter te laten verlopen.

03.05 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Er moeten vereenvoudigde procedures komen.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "de afhankelijkheid van de EU op het vlak van plantaardige eiwitten voor veevoeders" (nr. 4157)

04.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): In de EU wordt momenteel 70 procent van de voederpeulvruchten en sojabonen voor veevoeders ingevoerd, vooral uit Brazilië, Argentinië en de Verenigde Staten.

In bepaalde lidstaten liggen er nochtans grote landbouwarealen braak.

Het aanzienlijke tekort aan eiwithoudende gewassen vloeit voort uit vroegere internationale handelsakkoorden. Een andere factor is de enorme vooruitgang op het stuk van efficiënte productie in de derde landen.

In een door het Europees Parlement aangenomen resolutie wordt de invoering gevraagd van een eiwittenplan voor de EU om de grootschalige teelt van eiwithoudende gewassen en peulvruchten te bevorderen.

Heeft België de ontwikkeling van de teelt van eiwithoudende gewassen in Europa gesteund? Worden de akkoorden van Blair House ter discussie gesteld? Tot wanneer lopen die akkoorden? Kan er opnieuw over onderhandeld worden?

04.02 Minister Sabine Laruelle (Frans): Persoonlijk geloof ik net als u dat we inderdaad meer ambitie aan de dag moeten leggen met betrekking tot de productie van eiwitten. Die kwestie kan echter niet los worden gezien van de problematiek van de ggo's, die 80 procent van de wereldwijd geproduceerde eiwithoudende gewassen uitmaken.

Door het verbod op dierlijke eiwitten dat in Europa van kracht is, dreigen we onvoldoende eiwitten te produceren. De eiwitten die we daardoor moeten invoeren, zullen waarschijnlijk uit ggo's worden gepuurd. Dat is echt een probleem.

België is altijd voorstander geweest van de productie van eiwithoudende gewassen in Europa. Vandaag voorziet het stelsel van de rechtstreekse steun in gekoppelde steun van 55,57 euro per hectare voor bepaalde eiwithoudende gewassen. Bovendien mogen de lidstaten specifieke gekoppelde steun toekennen door bedragen af te houden van de nationale enveloppe voor de rechtstreekse betalingen. In het Waalse noch het Vlaamse Gewest bestaan er evenwel zulke initiatieven.

Deze kwestie zal opnieuw ter tafel komen in het kader van het GLB, dat tegen 2020 wordt uitgewerkt... België zal daar uiteraard veel aandacht aan besteden.

De akkoorden van Blair House hadden geen betrekking op de eiwithoudende gewassen, maar wel op de oliehoudende zaden, waarvan sommige, zoals soja, tot beide categorieën behoren.

Ter zake is de Commissie van oordeel dat de beperking van de oppervlakte die in de akkoorden van Blair

House werd opgelegd, niet langer relevant is, omdat de Europese steun aan de producenten van oliehoudende zaden in belangrijke mate werd aangepast. Ik deel die opvatting.

Deze problematiek ligt zeer gevoelig bij onze Amerikaanse partners, en we moeten uiterst voorzichtig zijn.

04.03 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Zijn er geen tarifaire belemmeringen?

04.04 Minister **Sabine Laruelle** (*Frans*): Het probleem is de rentabiliteit.

04.05 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Ik ben het niet met u eens dat ggo's moeten worden toegelaten om eiwithoudende gewassen te kunnen telen.

04.06 Minister **Sabine Laruelle** (*Frans*): Ik heb gezegd dat er niet voldoende gewassen worden geteeld en dat er bijgevolg voorraden moeten worden aangekocht op de wereldmarkt. 80 procent van deze producten zijn echter ggo's. Ik heb niet gezegd dat er bij ons ggo's moeten worden geproduceerd. Als de ggo's echter na wetenschappelijk onderzoek worden toegelaten, dan ben ik er voorstander van.

04.07 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Wij eten vlees van dieren die voer hebben gekregen dat ggo's bevat.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer Christian Brotcorne aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "kwetsbare paardachtigen" (nr. 4259)

05.01 Christian Brotcorne (cdH): In het Waalse dorp Ogy werden meer dan honderd verwaarloosde paarden aangetroffen. Volgens de berichtgeving op televisie is het niet aan het parket of aan de burgemeester om op te treden, maar wel aan het FAVV, omdat de eigenaar een professionele paardenfokker is.

Wanneer is het FAVV opgetreden? Welke werkwijze wordt in dit soort situaties gewoonlijk gevolgd? Beschikt het FAVV over dwangmiddelen ten aanzien van deze fokker, die overigens niet aan zijn proefstuk toe is? Kunnen de paarden onmiddellijk in beslag worden genomen?

05.02 Minister **Sabine Laruelle** (*Frans*): Sinds 2006 heeft het FAVV het bedrijf 22 maal bezocht. Al in 2007 werd proces-verbaal opgemaakt. Het parket van Doornik heeft dit dossier in behandeling genomen en er werden twee bijkomende processen-verbaal opgemaakt in 2009 en 2011. In 2008 heeft het FAVV twee waarschuwingen gegeven.

Op 22 februari 2011 is het FAVV opnieuw opgetreden. Er werd een controle uitgevoerd door de veeartsen van de FOD en het FAVV. Ze hebben de paarden onderzocht en het leek hen niet nodig om tot inbeslagname over te gaan. Op 20 april werd nogmaals een controle uitgevoerd en werd er beslist om de dieren niet in beslag te nemen, aangezien er voedsel ter beschikking was gesteld van de dieren en ze regelmatig werden verzorgd door een veearts, in tegenstelling tot de berichtgeving in de pers.

Op 20 april jongleden trof het FAVV dus geen dode dieren aan en evenmin dieren die niet in staat waren om op te staan of om zich te verplaatsen. In 2011 werden wel drie dode paarden opgehaald door Rendac. Op 21 februari gelastte het FAVV twee schapen af te maken en een doodgeboren lam te laten ophalen.

Op 20 april 2011 werden alle 109 paarden gecontroleerd: van 40 was de toestand bevredigend, 41 paarden waren mager, 15 waren erg mager en van 3 was de toestand bijzonder zorgwekkend.

Die drie paarden werden tijdelijk voor verzorging ondergebracht bij een dierenarts.

De dierenarts heeft beloofd dat hij de dieren de juiste afgepaste hoeveelheid voedsel zou geven en dat hij ze zou opvolgen. De houder van de dieren was bereid mee te werken en heeft toegezegd dat hij de toestand zou verbeteren.

Alle klachten in verband met dierenwelzijn worden op dezelfde manier behandeld, ongeacht de economische

waarde van de dieren.

Het FAVV is enkel bevoegd om bewarend beslag te leggen en processen-verbaal op te maken.

De FOD kan de dieren die er het ergst aan toe zijn, onmiddellijk in beslag laten nemen. Er werden geen dieren in beslag genomen, omdat er voldoende voedsel aanwezig was. Wij hebben geëist dat er voor beter voedsel zou worden gezorgd, dat er met facturen zou worden gewerkt en dat de dierenarts regelmatig zou langskomen.

Momenteel wordt er niet overwogen om dieren te slachten of te euthanaseren.

Ik wil er ook op wijzen dat de paarden in slechte conditie zouden zijn aangekomen en dat 45 dieren niet geïdentificeerd waren.

Ik wil toch pleiten voor een rationelere benadering van dergelijke dossiers.

Ik heb het volste vertrouwen in de sector en in de dierenartsen van de FOD Volksgezondheid en het FAVV.

05.03 **Christian Brotcorne** (cdH): Ik zal de minister van Justitie vragen wat er gebeurd is met de eerste processen-verbaal en waarom er geen vervolging werd ingesteld.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 4346 van mevrouw Fernandez Fernandez is uitgesteld.

De behandeling van de vragen eindigt om 14.57 uur.